

Paris appelle trois pays africains à rester dans la CPI

@rib News, 31/10/2016 à € Source AFP La France appelle les pays africains qui veulent se retirer de la Cour pénale internationale (CPI) à "reconsidérer" leur décision, a déclaré lundi le ministre français des Affaires étrangères. Le Burundi, l'Afrique du Sud et la Gambie ont annoncé leur décision de se retirer de la CPI, qu'ils accusent de cibler essentiellement des pays africains.

"Nous appelons instamment les pays ayant fait ces annonces à reconsidérer leur intention et restons disposés à entretenir un dialogue constructif sur le fonctionnement du système de justice pénale internationale", a noté le Quai d'Orsay dans un communiqué. Pretoria et Bujumbura ont déjà notifié formellement leur décision en octobre aux Nations unies. Le retrait prend effet un an après la réception de cette notification officielle. "La lutte contre l'impunité est essentielle pour permettre le respect des droits de l'homme, une réconciliation et une paix durables", a souligné la diplomatie française. "La Cour pénale internationale joue à cet égard un rôle unique en tant que seule juridiction pénale permanente à vocation universelle", a-t-elle ajouté. L'Afrique du Sud a annoncé son retrait après la polémique causée par son refus d'arrêter le président soudanais Omar el-Bachir, recherché par la CPI pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre au Darfour. La CPI a lancé en avril une enquête préliminaire sur des accusations de meurtre, torture et autres exactions au Burundi. Des experts de l'ONU ont aussi mis en cause les forces de sécurité burundaises dans un rapport accablant.